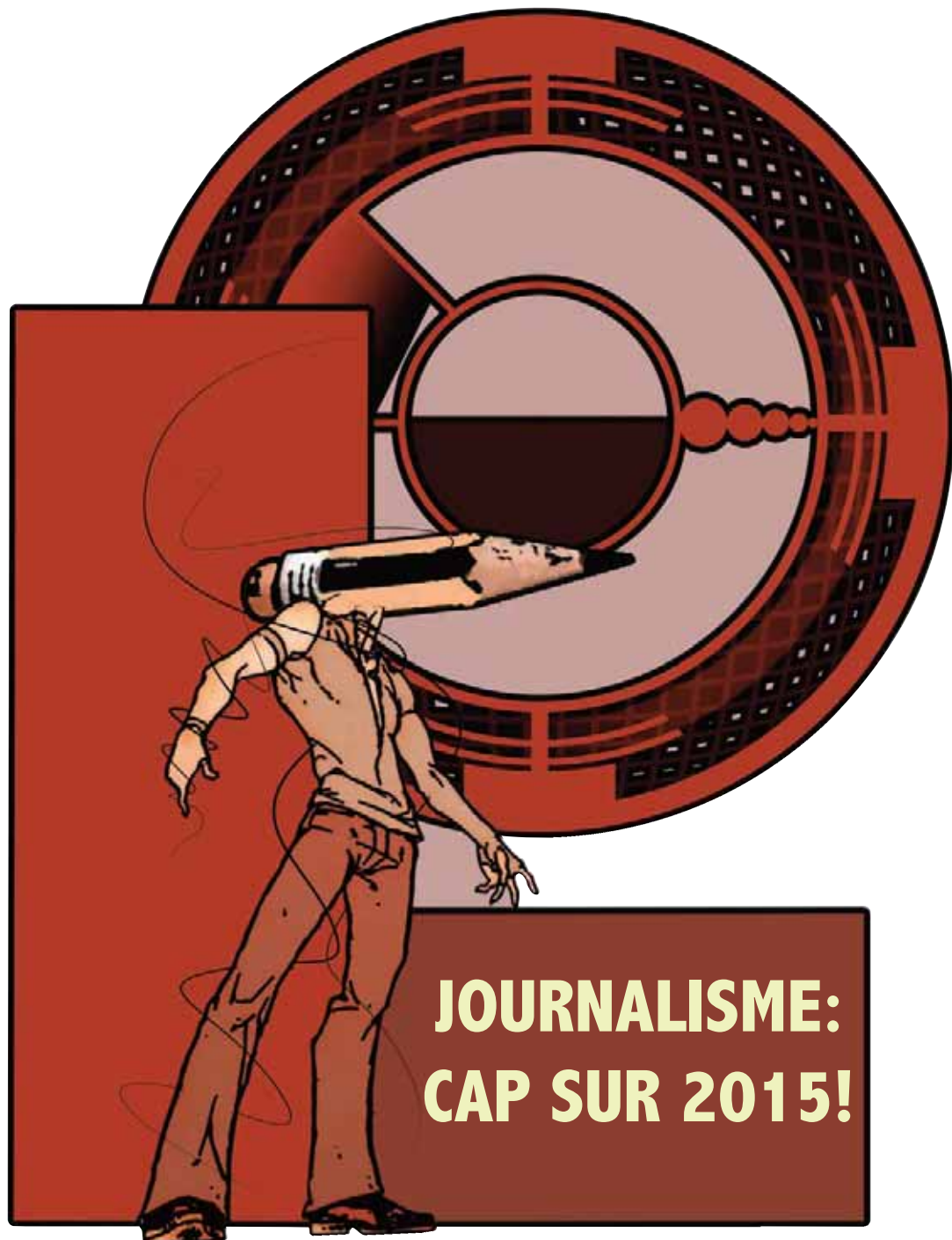


LE REPORTER



Une publication des étudiants aux Certificats de rédaction et de journalisme
de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal

Volume XI, numéro 1, décembre 2009



**JOURNALISME:
CAP SUR 2015!**

DARWINISME MÉDIATIQUE

Par **Dany Dion**

Le phénomène des médias qui, aujourd'hui encore, voient leurs revenus publicitaires et leurs tirages diminuer n'est pas du domaine de la nouveauté, même en pleine crise économique. À l'époque de l'apparition de la radio et de l'invention de la télévision, pareil scénario s'est produit également. On croyait alors que les bulletins de nouvelles radio, transmis plus facilement aux quatre coins de la planète, allaient bouleverser la presse écrite, et du coup, la publicité a investi cette branche. L'image amenée par le petit écran allait, selon d'autres, contribuer à la perte de la radio et des journaux papier. Avez-vous déjà calculé combien vous inurgitez d'annonces durant un film de 1 h 30 min?

L'arrivée d'Internet comme nouveau moyen de communication ne menace pas plus la presse papier que ne l'ont fait les transistors et les tubes cathodiques. Autant les groupes de presse que les « consommateurs d'information » doivent s'engager dans cette nouvelle autoroute et l'exploiter au maximum. La roue ne fait que tourner. Tous les médias devront,



Crédit photos: Taylor Fotolia

plus que jamais, travailler ensemble et en « complémentarité », et ce, bien au-delà de 2015.

Radio et télé pourront œuvrer, sans problèmes, dans le domaine de la nouvelle en continu. Internet pourra s'évertuer à informer, à la seconde près, de tout ce qui se passe sur les cinq continents. La presse papier devra offrir un produit de qualité, un contenu plus analytique et se consacrer

uniquement au dévoilement d'un bon scoop. Elle devra peut-être se résoudre à laisser tomber l'actualité qui n'est plus d'actualité le lendemain de la nouvelle.

Les conflits au *Journal de Québec* et au *Journal de Montréal* n'ont pas eu que du mauvais. Nous avons assisté dans le premier cas à la création du journal *Média Matin Québec* et dans le deuxième, à celui du nouveau site des « lock-outés », *ruefrontenac.com*.

Plusieurs médias ont dû changer leur maquette pour attirer de nouveaux consommateurs et satisfaire leurs besoins en constante évolution. La sélection naturelle doit s'effectuer comme ce fut le cas au journal *Libération*, qui a dernièrement changé de maquette. Des journalistes de *Libé* ont aussi créé le site *rue89.com* pour parer à toute éventualité.

Vous tenez maintenant dans vos mains la nouvelle maquette du *Reporter*, avec sa vision binoculaire stéréoscopique et son pouce opposable, que vous pouvez maintenant consulter à l'adresse *lereporter.qc.ca*.

VOLUME XI, NUMÉRO 1 DÉCEMBRE 2009

ÉDITORIAL

2 – Darwinisme médiatique – *Dany Dion*

DOSSIER - JOURNALISME: CAP SUR 2015!

3 – L'avenir des imprimés – *Anne Charpentier-Campagne, Dany Dion et Fernand Lavigne*

4 – Quel futur pour Radio-Canada? – *L'équipe du Reporter*

6 – Par la bouche de leurs crayons! – *Gabrielle Brassard-Lecours*

8 – Accessible, le métier de journaliste? Portrait du journaliste Marc Thibodeau – *Marie-Sophie L'Heureux*

9 – Réflexion: Le blues de l'objectivité – *Marie-Noëlle Reyntjens*

10 – Du saltimbanque ou du géomètre, qui l'emportera? – *Anne-Laure Jeanson*

PHOTOREPORTAGE

12 – Sur la planète graffiti – *Lee Anne Vincent O'Connor*



POLITIQUE

14 – Le retour d'Elsie – *Marie-Hélène Racicot*

15 – Le journaliste d'enquête face au citoyen – *Arthur Lacomme*

SPIRITUALITÉ

16 – Couvent cherche locataires – *Aurélien Clément et Nicolas Laffont*

17 – La compassion... au Centre Bell – *Fabiola Fouron*

MONDE

18 – Favelas 2016 – *Rémy Chidaïne*

SOCIÉTÉ

20 – Cathie Gauthier: La crise financière n'explique pas tout – *Francis Buron*

LITTÉRATURE

22 – Les mal-aimés de la littérature – *Audrey Major*

L'AVENIR DES IMPRIMÉS

Aucune prédiction à la rencontre de La Jonction sur l'avenir des imprimés. Ceux et celles qui espéraient une réponse à la grande question « L'avenir des imprimés: les journaux, magazines et livres sont-ils appelés à disparaître au profit de la grande toile? » en ont été pour leurs frais. Ce qui ne les a pas empêchés de participer à une soirée fort intéressante au cours de laquelle les intervenants ont analysé en profondeur l'évolution des médias au cours des dernières années et exposé leur vision du journalisme de demain.

Par Anne Charpentier-Campagnie, Dany Dion et Fernand Lavigne

Acette rencontre, des intervenants bien différents et particulièrement complémentaires: Jean Roy, vice-président de la section française de la Presse Canadienne, au discours plus « marchand », Claude Beauregard, rédacteur en chef du Groupe Les Affaires, le « Monsieur PowerPoint », comme il s'est lui-même surnommé, et Jean-Claude Leclerc du *Devoir*, riche de son expérience et au regard tourné vers la conscience politique du lectorat.

Produit segmenté, niché, livré

S'appuyant sur un vocabulaire très marqué, Jean Roy avance que les médias sont un produit de consommation comme un autre. Ils doivent répondre aux besoins du consommateur : offrir du bon contenu, quel que soit le support. Leur défi? Livrer du contenu là où se trouve le consommateur. Celui qui a participé à la création de *Métro* affirme qu'on se trouve aujourd'hui devant des produits hypergénéralistes et des produits hyperspécialisés. En parlant de son expérience à la Presse Canadienne, il explique que l'agence a dû s'adapter en offrant un contenu « segmenté » et « niché » en secteur, pour s'adapter à des clientèles diversifiées.

Selon lui, « l'apparition d'Internet a obligé les journalistes à s'adapter et à relever le défi de l'information en temps réel ». Le journalisme citoyen des réseaux sociaux ne doit pas remplacer ce qui fait la marque de commerce du journaliste, la crédibilité. Strict respect des règles de déontologie, recherche de l'intérêt public, équité dans le traitement de l'information et indépendance sont garants de la fiabilité des informations. « Le métier de journaliste existera toujours. Les médias, le support, par contre, sont en constante évolution », conclut-il.

Multiplier les portes d'entrée

Claude Beauregard n'a pas été avare de chiffres. Pour lui, on assiste à la pire crise de l'histoire de l'imprimé, du moins aux États-Unis. « Le Québec est moins affecté », tempère-t-il. La baisse des revenus publicitaires est pointée du doigt. « Aux États-Unis et au Canada, les deux tiers des revenus des publications proviennent de la pub, déclare-t-il. En 2009, ces revenus sont en baisse de 29% après seulement trois trimestres. » Le rédacteur en chef croit que la clé de la survie des imprimés, c'est de bien connaître le comportement du lectorat et de multiplier les portes d'entrée d'un article.

Les journaux devront aussi abandonner les nouvelles – dont ils n'ont plus l'exclusivité – au profit d'analyses plus fouillées.

À la croisée des chemins

Jean-Claude Leclerc, quant à lui, a abordé l'histoire de l'information. Ce faisant, il met en évidence un paradoxe: c'est la publicité qui a permis d'élargir le lectorat d'une publication, mais c'est également la publicité qui, par son abondance, conduit aujourd'hui à de « l'information avariée ». Pour lui, on se dirige donc vers un journalisme d'élite côtoyant des publications basement racoleuses. « On abandonne le journalisme démocratique, celui qui participait à la formation de la conscience politique », regrette-t-il. Pour lui aussi, le journalisme est à un croisement: « la voie facile ou la lutte ».

En conclusion, Robert Maltais, éthicien et responsable du certificat en journalisme, a noté qu'on avait prédit la mort de l'imprimé à l'apparition de la radio et de la télévision. L'imprimé a survécu. Aujourd'hui, avec l'expansion d'Internet, la menace apparaît encore, mais, selon l'ancien journaliste de Radio-Canada, « tout média œuvre dans la complémentarité », ce que personne n'a osé réfuter.



À propos de l'auteur

Anne Charpentier-Campagnie termine son certificat de rédaction cet hiver. Elle a plongé dans le monde de l'écrit en collaborant pendant cinq ans aux pages locales de *Ouest-France*, un grand quotidien régional français.

Dany Dion, anthropologue de formation, voyageur, sociologue, philosophe à ses heures. Votre rédacteur en chef terminera le certificat en journalisme en avril 2010.

Fernand Lavigne étudie à temps plein au certificat en journalisme. Analyste en réglementation à l'Autorité des marchés financiers, il est actuellement en congé différé pour études. Il terminera son certificat en avril 2010.

Les membres de l'équipe du *Reporter* jugeaient qu'il était pertinent de rendre compte de cette conférence de la Jonction.

QUEL FUTUR POUR RADIO-CANADA?

À quoi servira la société CBC/Radio-Canada en 2015? Une vaste question à laquelle a tenté de répondre son pdg, Hubert T. Lacroix, lors d'un déjeuner-conférence organisé par le Cercle Canadien de Montréal. L'équipe du Reporter faisait partie des convives.

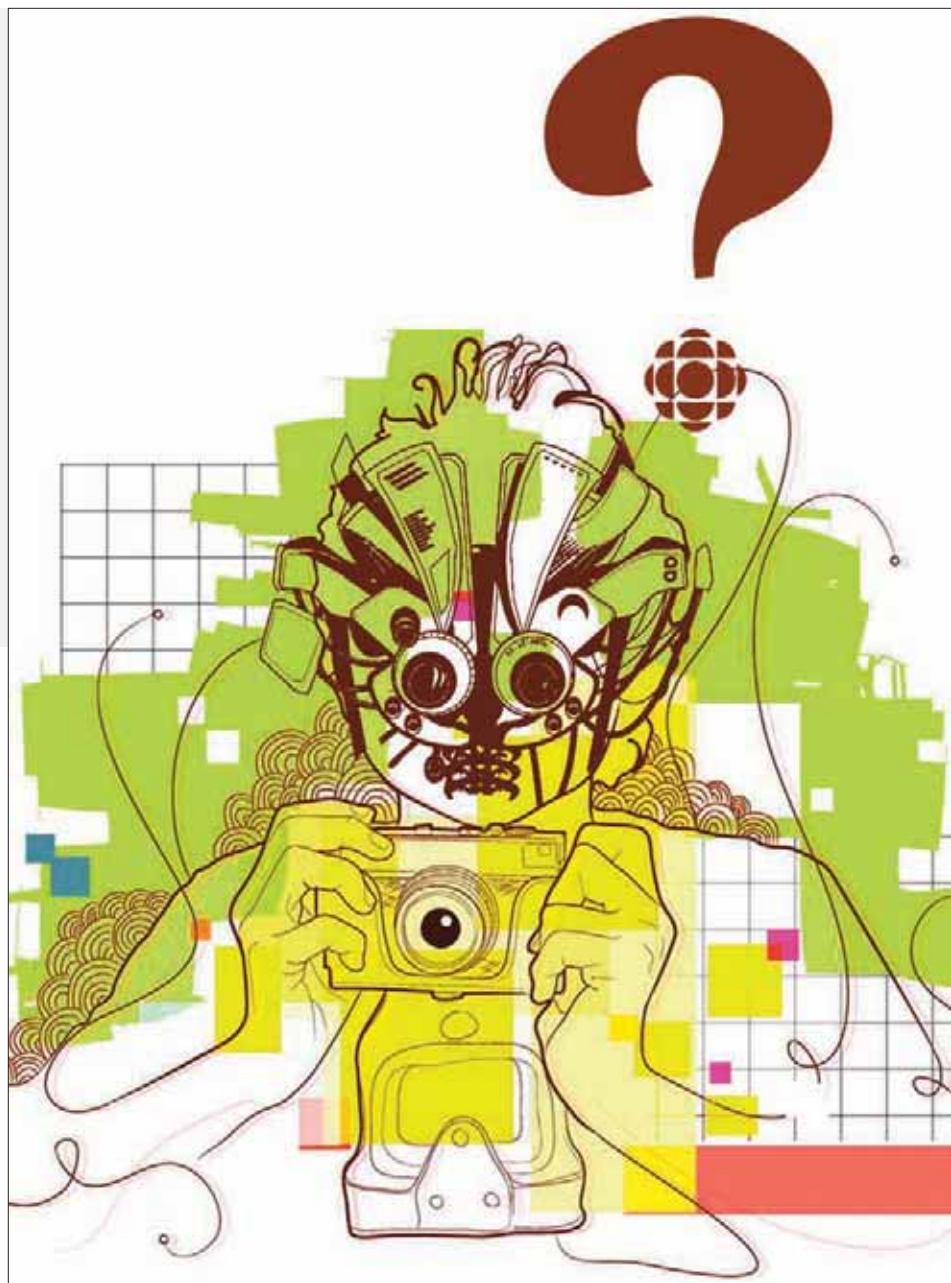
Par l'équipe du Reporter

Simon Durivage, Joanne Prince, Bernard Derome, Emmanuelle Latraverse. Malgré un emploi du temps surchargé, des journalistes-vedettes de Radio-Canada se sont attablés, le 5 octobre dernier, dans la salle de bal de l'hôtel Sheraton pour écouter leur chef de file. Avec eux, 250 autres convives avaient fait le déplacement pour en savoir plus sur le sort du radiodiffuseur public national.

Une fois servi le moelleux au chocolat sur crème anglaise, Hubert T. Lacroix a dévoilé sa stratégie pour que l'entreprise publique passe avec succès le cap de 2015. Selon lui, l'avenir de ce média repose sur trois grands principes.

1/ Rester la référence en matière de programmation canadienne

Et ce, en continuant à diffuser un maximum de contenu canadien. « J'espère vraiment que vous ne croyez pas que nous ressemblons aux autres réseaux privés », a plaisanté le pdg, qui a souligné le caractère distinctif de CBC/Radio-Canada. Ainsi, des émissions comme *Aveux*, *Les Parent* ou encore *Les hauts et les bas de Sophie Paquin* ont aujourd'hui remplacé le contenu majoritairement américain des années 1970 et 1980.



Credit illustration: Bruno Cowan

2/ Devenir le chef de file sur toutes les nouvelles plateformes

L'émission *Tout le monde en parle* en est un bon exemple. En plus d'être présente sur le site de Radio-Canada, l'émission télévisée de Guy A. Lepage offre désormais aux téléspectateurs la possibilité de débattre en temps réel d'un sujet traité lors de l'émission grâce à une tribune radiophonique animée par Bernard Faucher.

3/ Être profondément enracinée dans toutes les régions du pays

Voilà le dernier objectif – mais pas le moins ambitieux – que CBC/Radio-Canada s'est fixé pour l'avenir. Et cela malgré le peu de moyens financiers, a fait remarquer Hubert T. Lacroix.

LA QUESTION FINANCIÈRE EN QUELQUES CHIFFRES

1,7 G\$*: budget annuel de CBC/Radio-Canada

1,1 G\$: crédit parlementaire d'Ottawa (d'où 600 M\$ à trouver, parmi lesquels 350 M\$ proviennent aujourd'hui des recettes publicitaires)

2 G\$: profit d'exploitation des entreprises de distribution (2008)

8 M\$: profit d'exploitation des télé généralistes (2008)

300 M\$: somme versée par les entreprises de distribution aux chaînes américaines pour le contenu américain diffusé (aucun paiement aux télé généralistes canadiennes pour le contenu canadien)

Coût pour le consommateur:

environ **2 000 \$/an** : abonnement à un service de câblodistribution (le prix a augmenté quatre fois plus vite que le coût de la vie ces cinq dernières années)

34 \$/an/habitant : versement à CBC/Radio-Canada (via les impôts fédéraux)

Source : communication de H. T. Lacroix du 5 oct. 2009

*G\$: milliard de dollars



Crédit photo: Leslie Doumerc

CE QU'EN PENSE BERNARD DEROME



Crédit photo: Leslie Doumerc

Après 45 ans passés dans la tour brune de Radio-Canada, Bernard Derome est l'un des emblèmes forts du média. L'ex-présentateur-vedette du téléjournal a livré ses impressions sur l'avenir de Radio-Canada au Reporter.

Que pensez-vous de la stratégie proposée par M. Lacroix?

« Le gouvernement canadien doit croire au service public. Pour cela, le gouvernement a un rôle à jouer et doit financer Radio-Canada/CBC à sa juste valeur. La culture, c'est important, tout aussi important que l'environnement ou l'économie. C'est l'identité d'un peuple. Quand on aime son pays, il faut être conscient de cela. Surtout les francophones, ici; ils doivent se battre pour préserver leur culture. Le service public, c'est fondamental. Et si c'est amené à disparaître, ce sera une perte aussi pour les réseaux privés. Le service public est une référence et un gage de qualité. »

Quelle est votre vision du journalisme en 2015?

« J'ai un peu peur de la tendance "journalisme d'humeur". Cela se développe plus que le journalisme d'information, et c'est dommage. Car le journalisme, au départ, c'est donner un sens. L'information vient du mot *formare*: chercher le signifiant. On ne peut donc pas s'informer uniquement avec des blogues, qui restent de l'information "vue par untel ou unetelle". La démarche journalistique consiste à se baser sur les faits. »

AILLEURS DANS LE MONDE

- La **France**, qui a supprimé la publicité dans le domaine audiovisuel public, a versé 450 millions d'euros (700 millions de dollars canadiens) pour combler le manque à gagner publicitaire. L'État français, qui versait l'équivalent de 65 \$ par citoyen à la télévision publique, a ainsi majoré sa contribution à 77 \$ soit deux fois plus que le financement fédéral canadien.

- L'**Australie**, qui colle bien à la situation géographique et à la population canadiennes, investira 167 millions de dollars australiens de plus sur trois ans pour combler le manque à gagner de l'Australian Broadcasting Corporation (ABC).

Source : communication de H. T. Lacroix du 5 oct. 2009



À propos de l'auteur

Par l'intermédiaire de Robert Maltais, six membres de l'équipe du *Reporter* ont été invités par le Cercle Canadien à un déjeuner-causerie donné par le pdg de CBC/Radio-Canada, Hubert T. Lacroix, sur le thème: À quoi servira Radio-Canada en 2015? Ce texte a été le point de départ du dossier de ce mois-ci sur l'avenir du journalisme, d'après une proposition de Leslie Doumerc.

PAR LA BOUCHE DE LEURS CRAYONS!

Le 3 octobre dernier, les 253 employés – dont environ 150 journalistes – mis à la rue par le *Journal de Montréal* soulignaient le 253^e jour de conflit de travail. Forts d'une solidarité syndicale soudée et d'un fond de grève substantiel, les nombreux journalistes et employés de bureau continuent d'alimenter leur arme de guerre: *ruefrontenac.com*.

Par Gabrielle Brassard-Lecours



Au deuxième étage du bâtiment voisin du 4545, rue Frontenac, où le *Journal de Montréal* est installé, une ambiance encore tranquille règne parmi les membres de l'équipe. Il y a quelques minutes, le site Internet des « lock-outés » du journal, *ruefrontenac.com*, vient de publier une nouvelle explosive qui mènera, quelques jours plus tard, à la démission de Benoît Labonté lors des récentes élections municipales à Montréal. Cependant, plusieurs messages entrent déjà dans les bureaux: menaces, demandes de rétractation s'ajoutent aux appels d'autres médias qui commencent à se manifester.

Dans cette ambiance, David Patry, membre du comité de négociations, répond aux questions que soulève ce conflit hautement médiatisé mais toujours non résolu. Plusieurs enjeux entourent cette lutte entre Quebecor, propriétaire de ce journal vieux de 40 ans, et ses employés. L'un des points du litige: les pertes d'emploi, souvent des femmes de bureaux (comptabilité, petites annonces, etc.), aujourd'hui dans la cinquantaine et y ayant passé toute leur vie active. « Ce n'est même

pas parce que leurs emplois n'existent plus ou ne sont pas utiles. C'est uniquement pour faire plus de profit, alors que le journal fait déjà 45 millions dollars de profit par année », explique M. Patry. Un autre enjeu du conflit est la demande de Quebecor qui exige des journalistes la convergence illimitée, ce que ces derniers déplorent et refusent catégoriquement.

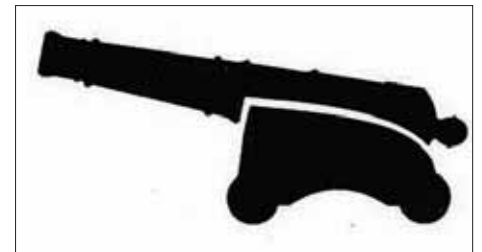
En neuf mois de conflit, employeurs et « lock-outés » ne se sont jamais assis ensemble pour arriver à une entente. « L'employeur n'est pas ouvert à la discussion. Nous avons envoyé des lettres, tenté de rejoindre Pierre-Karl Péladeau par personne interposée et refait un canevas de négociations. Nous avons fait beaucoup de concessions, mais rien ne semble y faire. » D'après M. Patry, Quebecor attend que le fonds de grève, qui permet aux employés de vivre, s'épuise, pour alors entamer des négociations qui obligeront le syndicat à se mettre à genoux et à accepter les conditions proposées. « L'objectif de Péladeau est de briser le syndicat, et il est prêt à tout pour y arriver », pense M. Patry.

En attendant une ouverture à la discussion, le syndicat reste uni et se bat jour après jour, entre autres grâce au site Internet, qui prend de plus en plus d'ampleur: *ruefrontenac.com*.

Une nouvelle aventure

À la question « Pourquoi avoir choisi la forme d'un site Internet plutôt que celle d'un journal imprimé (comme lors du conflit au *Journal de Québec*, par exemple) », Richard Bousquet, coordonnateur du site, répond: coût et faisabilité. Selon lui, un site Internet représente beaucoup moins de dépenses qu'un imprimé: impression, distribution, vente. Internet étant également un point de litige dans le conflit, un site Internet est un sympathique pied de nez à l'empire.

« Rue Frontenac est une expérience journalistique unique pour nous »,

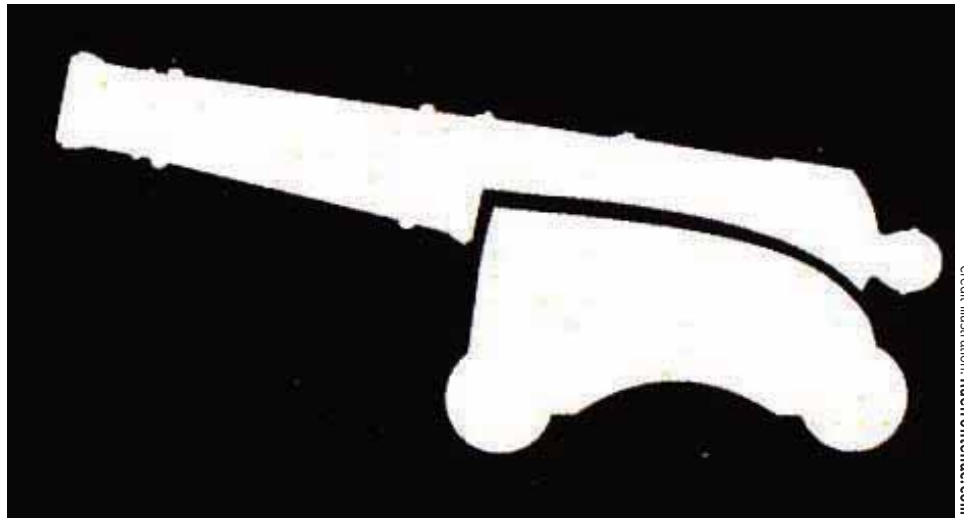


Crédit illustration: *Ruefrontenac.com*

soutient M. Bousquet. Participer à un site Internet est une première pour plusieurs des journalistes mis à la rue. C'est donc un apprentissage de tous les jours que de s'approprier l'écriture pour Internet et son édition. « En plus, nous avons une grande liberté d'expression », dit M. Bousquet. Il n'y a plus de patrons pour imposer les sujets et l'angle sous lequel les traiter dans les articles. Les comités des différentes sections se sont tout de même dotés de responsables qui discutent ensemble des sujets.

M. Bousquet définit *ruefrontenac.com* comme étant un site professionnel, fait par environ 90% des journalistes en « lock-out ». Ils y participent de façon volontaire et bénévole. « Nous traitons les nouvelles de façon journalistique et rigoureuse. Ce n'est pas un site de propagande. À part une section précise du site dans laquelle des textes anonymes parlent de Québec, ailleurs dans le site, ce sont des nouvelles d'ordre général et d'intérêt public », précise M. Bousquet.

Les sujets sont donc plus variés et abordés différemment que dans le *Journal de Montréal*. M. Bousquet ajoute que les lecteurs qui s'intéressaient à la section sport (la plus importante dans le journal) ont suivi les journalistes, dont certains sont des sommités dans le domaine, à *ruefrontenac.com*. « Nous avons également développé un nouveau public, plus jeune, plus branché, qui ne lisait pas nécessairement le *Journal*, mais qui consulte le site » (le syndicat refuse de diffuser les chiffres pour éviter que Québec ne



Crédit illustration: Ruefrontenac.com

mette la main dessus). La rédaction est également plus sensible aux autres conflits de travail et, évidemment, aux étapes de leur propre lutte.

L'union fait la force

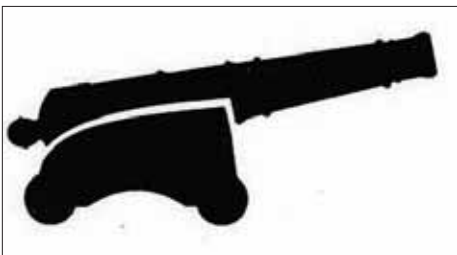
Malgré les conditions difficiles qu'un conflit de travail engendre, les nombreux employés du *Journal*, tous secteurs confondus, se sont soudés. « Des couples se sont même formés sur la ligne de piquetage », raconte M. Patry. Des gens qui ne s'étaient jusqu'alors jamais croisés se retrouvent à travailler ensemble tous les jours. Et, grâce à *ruefrontenac.com*, les

journalistes peuvent continuer d'exercer leur métier. « Grâce au projet du site Internet, il y a beaucoup moins de déprime, et tout le monde y trouve son compte », assure M. Bousquet.

Combien de temps durera encore le conflit? « Seul M. Péladeau peut répondre à cette question. Mais de notre côté, on est équipé pour veiller tard » (le syndicat ne veut pas donner ces chiffres non plus), affirme M. Patry. Dans les dernières semaines, M. Péladeau a témoigné d'une certaine ouverture à la négociation. « Nous verrons ça une fois que nous nous serons assis ensemble, mais c'est déjà plus loin que nous ne nous sommes jamais rendus dans le processus depuis le début du conflit », souligne M. Patry.

Les deux partis se rencontrent ces jours-ci pour tenter d'arriver à une entente, mais les « lock-outés », pour l'instant, ne démordent pas de leurs positions, et Québec, dont il a été impossible de recueillir les commentaires, ne semble pas vouloir céder non plus. Qui mettra de l'eau dans son vin? Ce combat de David contre Goliath est à suivre...

« Grâce au projet du site Internet, il y a beaucoup moins de déprime, et tout le monde y trouve son compte »



Crédit illustration: Ruefrontenac.com



À propos de l'auteur

Après un baccalauréat en animation et recherche culturelle à l'UQAM, et quelques années sur le marché du travail dans divers domaines, Gabrielle Brassard-Lecours se tourne vers le journalisme, suite logique de son parcours. Elle trouve ainsi sa passion. Elle publie des textes pour *Soundbeat Magazine*, le *Couac*, *Quartier Libre*, *MSN*, *Touki Montréal*, *MonTheatre* et fait de la radio à CIBL. Elle a écrit sur ce sujet parce que les combats de la presse l'intéressent. Elle trouve que ce sont des enjeux importants, et, en écrivant dessus, cela lui permet de mieux les comprendre et mieux les analyser.

ACCESSIBLE, LE MÉTIER DE JOURNALISTE?

PORTRAIT DU JOURNALISTE MARC THIBODEAU

Si vous considérez que les beaux jours du journalisme sont comptés, sachez qu'il se trouve encore, en 2009, « d'irréductibles Gaulois » qui croient que le journalisme de qualité a toujours sa place. Et qui de mieux placé que le journaliste Marc Thibodeau, au parcours tout sauf ordinaire, pour nous en convaincre?

Par Marie-Sophie L'Heureux



Crédit photo: Cyberpresse

« Je suis un cas plutôt atypique. Ce ne sera pas moi qui encouragerai les jeunes qui veulent être journalistes à poursuivre d'abord des études dans ce domaine. Étudiez autre chose au préalable et ne cessez jamais de vous intéresser à ce qui se passe autour de vous. »

Marc Thibodeau est journaliste depuis 15 ans à *La Presse*. Un diplôme de Polytechnique en poche, des emplois bien rémunérés chez SNC-Lavalin et Bombardier, un début de maîtrise en génie biomédical, les milieux professionnels où il évolue le déçoivent. On lui signifie à mots à peine couverts que sa propension à s'intéresser à plusieurs choses est une tare, un cul-de-sac. Lui y voit plutôt une ouverture. Il a 25 ans et n'a jamais écrit une seule ligne dans un journal, pas même étudiant. « Quand j'écrivais, c'était pour mon seul plaisir. Je ne cherchais pas à publier, même si j'avais déjà une facilité à écrire », admet-il.

Un intérêt pour la neuropsychologie le pousse à faire des recherches et à rédiger un texte sur le sujet. « J'ai longtemps été fasciné par les ouvrages traitant de l'existence et de la non-existence de l'âme. » Il soumet donc son article au *Quartier Libre*, qui le publie. Un

ami chroniqueur au *Devoir* lui suggère de l'envoyer au quotidien de la rue Bleury. Surprise! *Le Devoir* achète son texte. Inspiré par ce premier succès et encouragé par le journaliste Yves Boisvert, Marc Thibodeau pose sa candidature au stage de *La Presse*. Il n'atteindra pas l'étape des entrevues.

Déçu, il téléphone à *La Presse* et fait valoir avec vigueur sa candidature. « Je voulais tellement ce stage. Pour moi, il était inacceptable que je ne me rende même pas à l'entrevue de sélection. J'ai tellement insisté auprès du responsable qu'il a dû me trouver assez fatiguant pour me recevoir », relate-t-il en riant.

À force de persévérance

Le « fatiguant » passe donc l'entrevue. Après étude de son dossier, on le classe huitième sur sept candidats retenus. Il ne se décourage pas. Recruté par *L'actualité médicale*, il y travaille une année. Dès lors, il abandonne la maîtrise. « Je savais qu'il n'y avait désormais que le journalisme qui pouvait répondre à mes aspirations profondes. » Une certitude qui semble encore habiter l'homme de quarante ans atablé devant son bol de café au lait dans ce discret café du Mile-End.

Après *L'actualité médicale*, il repose sa candidature à *La Presse* où il passe haut la main la sélection. Pendant des mois, il apprend les exigences du métier, mais n'est pas le surnuméraire qu'on choisit à la fin du stage. Retour à la case départ? Pas tout à fait. La chance lui sourit, il est embauché comme surnuméraire au *Devoir*. Il y travaille une année, puis retourne à *La Presse*, sur le quart de soir.

C'est depuis ce temps qu'il écrit pour *La Presse*, dans différents domaines dont la santé et les affaires policières. Marié à une Française, il vit à Paris depuis trois ans et a déjà fait le tour du monde... aux frais de son employeur.

Un conte de fées, le parcours de Marc Thibodeau? « Possible. Mais j'ai été chanceux. Et sans être prétentieux, je crois que je fais bien mon travail. Et puis, il y a quand même eu des irritants: j'ai dû travailler le soir, à la pigne, à contrat, souvent dans un climat d'incertitude. »

Quand on lui demande si la génération montante a des chances de faire carrière en journalisme, il répond: « Ça a changé, bien sûr. La presse écrite éprouve de sérieuses difficultés, mais on aura encore besoin de journalistes de talent, peu importe le modèle préconisé par leurs employeurs. J'en suis certain. »

Marie-Sophie L'Heureux est étudiante au certificat de journalisme et à la maîtrise en administration de la santé. Elle a eu envie d'écrire sur Marc Thibodeau parce qu'elle est surtout très intriguée par ces gens qui font des pieds de nez aux étiquettes et aux existences tracées d'avance; ceux qui démontrent que tout est possible quand on veut vraiment quelque chose et, surtout, qui n'hésitent pas à repartir à zéro pour aller vers ce qui les interpelle aux diverses étapes de leur vie.



À propos de l'auteur

R É F L E X I O N : LE BLUES DE L'OBJECTIVITÉ

L'objectivité, c'est comme l'histoire des abeilles et des fleurs. Au secondaire, les enseignants utilisent cette norme d'écriture pour éviter d'entrer dans les détails. À l'université, les professeurs en journalisme tiennent un tout autre discours. Ceux-ci rangent l'objectivité au placard et parlent plutôt d'intégrité comme principe journalistique.

Par Marie-Noëlle Reyntjens

Peut-on encore soutenir le besoin d'objectivité dans l'information aujourd'hui? Certains professeurs en journalisme, comme Pierre Brisson et Jean-Claude Leclerc, ont rayé ce mot de leur vocabulaire. Pour eux, l'objectivité n'existe pas chez le journaliste. Pire! Selon Bernard Lévy, chargé du cours *Écriture et médias*, la subjectivité a du bon. Elle fait qu'un journaliste possède ce petit plus par rapport à ses confrères, elle donne une tournure à la nouvelle et, en plus, elle serait naturelle. C'est concevable. Mais n'est-ce pas dangereux aujourd'hui – alors que tout le monde peut s'improviser journaliste en lançant blogue ou site Internet – d'affirmer haut et fort que le journalisme est dénué d'objectivité?

L'objective, tu objectives, il objective

Que nous apprend *Le Petit Robert* sur l'objectivité? En philosophie, c'est la qualité de ce qui existe « indépendamment de l'esprit ». Dans le langage courant, c'est la qualité de ce qui est exempt de préjugés, c'est l'impartialité, la neutralité.

Et que nous dit le *Guide de déontologie* de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec sur le journalisme? « Le rôle essentiel des journalistes est de rapporter

fidèlement, d'analyser et de commenter le cas échéant les faits qui permettent à leurs concitoyens de mieux connaître et de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent. »

À première vue, rien ne se recoupe dans ces définitions. Cependant, on remarquera dans l'extrait du *Guide de déontologie*, l'utilisation du terme « fidèlement ». Le rôle du journaliste est donc bien de restituer une information sans la modifier. En d'autres mots, le journaliste doit rester neutre par rapport à un événement rapporté.

L'angle subjectif

C'est là que les choses se compliquent. Il est rare qu'un journaliste relate un événement sans y ajouter différents éléments que lui-même ou son chef de pupitre ont choisis: une remise en contexte, des témoignages, des parallèles, etc. Sans oublier le fameux angle qu'adopte le journaliste dans chacun de ses articles. Ce sont ces choix autour de la nouvelle qui font bel et bien tomber à l'eau la notion d'objectivité. Le débat s'arrête-t-il là?

Dans son ouvrage *Le Métier de journaliste*, Pierre Sormany fait une distinction très claire entre la nouvelle et le commentaire

d'opinion. Une distinction qui rappelle celle qui existe entre l'objectivité et la subjectivité. Une nouvelle rapporte un événement, un commentaire livre l'opinion du journaliste. Si ces deux genres coexistent, côte à côte, dans la presse nord-américaine, c'est peut-être qu'à force de vouloir être objectifs dans leurs articles, les journalistes ont ressenti le besoin de partager leur point de vue avec leur public. Hélas! cette liberté d'opinion octroyée au chroniqueur ne le met pas à l'abri de reproches – pensez aux réactions que suscitent certains articles de Pierre Foglia. C'est que le rôle du journaliste est bien ancré dans l'esprit du public: au départ, il est là pour l'informer, non pour donner son avis.

Toute la vérité, rien que la vérité...

Quand nos professeurs du secondaire disaient, sans autre explication, que nous devions être objectifs dans nos dissertations, c'est peut-être qu'ils considéraient que nous ne pouvions pas comprendre la subtilité du mot « objectivité ». Aujourd'hui, un professeur en journalisme devant une classe d'adultes déclarera probablement: « L'objectivité est une utopie, mais cela n'empêche pas que le journaliste doive, dans l'intérêt public, dire la vérité. »



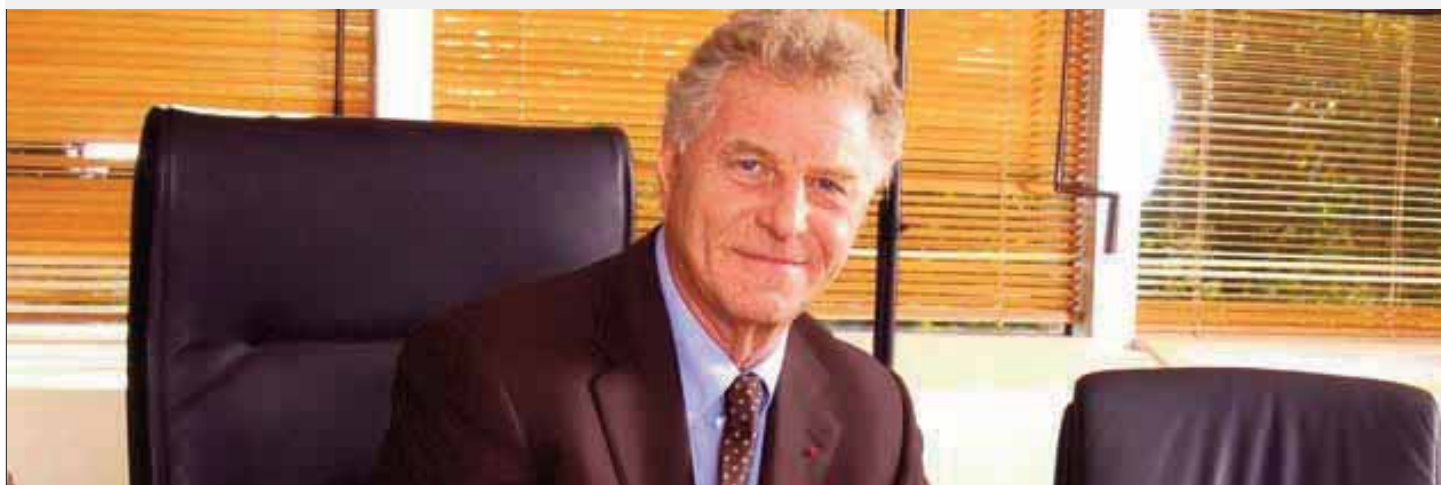
À propos de l'auteur

Marie-Noëlle Reyntjens étudie au certificat en journalisme depuis septembre 2009. Elle est traductrice de formation (anglais, espagnol, néerlandais) et a travaillé trois ans en tant que rédactrice dans les médias. Fraîchement débarquée de Belgique, elle aime les lapins et les croustades aux pommes. Sa vision du monde a changé quand ses professeurs en journalisme lui ont dit que l'objectivité n'existait pas.

LE JOURNALISME À LA FRANÇAISE

En France, les liens entre les médias et le monde politique remontent aux premières radios publiques. L'ancien directeur de l'information de la chaîne TF1, Robert Namias, a quitté Paris le temps d'une conférence à l'Université de Montréal, le 29 octobre dernier, pour aborder les liens entre « Sarkozy, le pouvoir et la presse française ».

Par Anne-Laure Jeanson



Crédit photo: RILLON/NEOS/SIPA

En visite à Montréal, Robert Namias a déclaré, à l'heure du dîner, dans une petite salle de la Faculté de l'éducation permanente, que ce type de relations n'existe nulle part en Europe, ni en Amérique du Nord où la frontière entre médias et pouvoir politique est si évidente.

Les gouvernements du Québec et du Canada campent une attitude plus puritaine que la France quant au rôle de l'État dans le domaine de l'information. François Bourque, ancien président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), a fait néanmoins allusion lors du congrès de l'institution les 13, 14 et 15 novembre derniers, à Sherbrooke, aux programmes canadiens d'aide publique.

Ottawa et Québec subventionnent pour beaucoup la production d'émissions télévisuelles. En 2000, devant une concurrence accrue des États-Unis, le ministère du Patrimoine canadien s'était porté aux secours de l'industrie du magazine canadien en créant deux programmes d'aide.

Au niveau provincial, Bernard Descôteaux, directeur et éditorialiste du journal *Le Devoir*

rappelle que, jusqu'en 2003, le Fonds de l'autoroute de l'information (FAI) a soutenu les entreprises de presse à prendre le virage Internet. Ce fonds a été supprimé par le Parti libéral de Jean Charest, après son élection générale le 14 avril 2003.

André Pratte, éditorialiste en chef du quotidien *La Presse*, craint, quant à lui, que « les aides étatiques ne confortent les journaux dans leur situation actuelle ». Il s'interroge sur la façon de préserver l'indépendance des salles de nouvelles.

Une spécificité culturelle française?

En France, ces débats existent, mais l'étroite relation entre le monde politique et les médias est tacitement admise. Depuis la création de la Radiodiffusion-télévision française (RTF), en 1927, le pouvoir et la presse entretiennent des relations « particulières, compliquées et ambiguës », spécifie Robert Namias.

Avant que Charles de Gaulle n'arrive au pouvoir, le monopole de l'État sur la presse était total. De Gaulle a fait rédiger les « ordonnances de 1944 » qui permettaient aux médias de bénéficier de subventions et d'aides matérielles publiques. Dès le départ,

explique M. Namias, il y a « un lien structurel de sujétion entre la presse et le monde politique, même si cela n'empêche pas la liberté derrière ».

Chaque jour, le conducteur du journal télévisé est validé par le gouvernement. En 1963, le ministre de l'Information, Alain Peyrefitte, crée une liaison téléphonique qui permet au ministère de s'adresser directement aux responsables de l'Information.

Sous Georges Pompidou, qui a succédé à De Gaulle en 1969, la télévision devient « la voix de la France ». « Autrement dit, la voix du gouvernement et non plus celle de l'information », précise le journaliste.

L'arrivée de la gauche en 1981 rompt avec ce système. En 1984, François Mitterand crée la chaîne Canal+. Un an plus tard, il fonde France 5 avec l'aide de Silvio Berlusconi, puis M6. Les socialistes ouvrent l'espace télévisuel à la télévision privée et gratuite.

Pourtant, l'ambiguïté du rapport entre la presse et le pouvoir perdure. « D'un côté, Mitterand brise le monopole de l'État, mais de l'autre, il licencie les directeurs de



Crédit illustration: Bruno Cowan

l'information en place pour ne nommer que des journalistes communistes, explique Robert Namias. En fait, les hommes politiques ont toujours eu la conviction que les médias leur appartenaient ».

L'ère Sarkozy

Avec Nicolas Sarkozy, les liens entre le monde des affaires et la politique sèment le trouble. La majorité des médias appartient à des grands groupes industriels, amis de longue date de l'actuel président. Le consortium Lagardère possède la radio Europe 1, l'industriel Bouygues détient TF1, le quotidien *Le Figaro* appartient au groupe Dassault, etc.

Cependant, « même si cela change le regard sur la situation, sinon la situation elle-même, ces médias n'ont pas le choix de relayer l'information lorsqu'elle croît sur d'autres plateformes », rapporte M. Namias. Ce fut le cas pour l'affaire Jean Sarkozy. Début octobre, le fils du président, 23 ans, avait annoncé sa candidature à la présidence de La Défense, le quartier des affaires, à Paris.

Ce qui fait dire à l'ancien directeur de TF1 que « sous l'ère Sarkozy, la pluralité des titres et l'explosion de la bulle Internet assurent une totale liberté d'expression. Sans compter les milliers de radios et la presse écrite : le spectre est considérable. Il se dit tout en France, il n'y a pas de musellement possible. »

Changement mécanique

À ce portrait enjoué des médias de l'Hexagone, Robert Namias appose un

bémol : « La presse écrite va mal, elle est moribonde, la situation est bien pire qu'ailleurs. » La dégringolade de la publicité et des abonnements provoque des « déficits chroniques permanents ».

Selon le journaliste, ce ne sont pas les relations entre les médias et le pouvoir qui minent les médias, mais bien la crise économique. « Un média libre qui rapporte de l'argent ne pose pas de problème, mais un média qui en perd se retrouve dans un rapport de plus en plus économique avec son propriétaire. »

« Le contenu de la presse a évolué en fonction de cette crise. Les informations deviennent consensuelles. Le but est de déplaire le moins possible pour ne pas chasser les annonceurs. » C'est une raison pour laquelle « les grands médias ne sortent plus de grandes affaires », ajoute Robert Namias.

Pour Bernard Descôteaux, « le plus grand danger, en terme d'indépendance de la presse, ne vient pas du gouvernement, mais des annonceurs ». Robert Namias a rejoint le propos du journaliste québécois en exprimant ses craintes « que l'économique (le géomètre) ne l'emporte partout sur l'éditorial (le saltimbanque) ».

« Les grands journalistes français, Bossuet, Diderot, Zola sont d'abord des écrivains »

La culture du journalisme en France est très différente de celle des pays anglo-saxons. Le style compte beaucoup. Le commentaire occupe une place prépondérante dans la presse à la différence du journalisme nord-américain où l'on rapporte des faits. « Les reportages en général sont de grande qualité en France, car cela implique des développements plus poussés », commente le journaliste. Il y reconnaît toutefois un inconvénient majeur: « cela éloigne du fait ». « Pour compenser, les journalistes établissent une relation de proximité avec leurs sources. » En espérant obtenir une meilleure information, les médias courent le risque de manipulations qu'engendre cette relation incestueuse. L'ancien directeur de l'information à TF1 rappelle, avec sérieux, que si « le compromis est important, il y a une ligne blanche à ne pas franchir : celle de passer du compromis à la compromission ».



À propos de l'auteur

Anne-Laure Jeanson est étudiante au certificat en journalisme. Après un master d'histoire et d'histoire de l'art à la Sorbonne, elle est venue apprendre les bases de son futur métier au Québec. Elle s'intéresse aux différentes cultures du journalisme, en Amérique du Nord et en France.

SUR LA PLANÈTE GRAFFITI

Illégaux, sales, vicieux... Créatifs, révolutionnaires, artistiques... Les graffitis ne laissent certainement personne indifférent. De par la nature clandestine de ce mode artistique, rares sont ceux qui accordent du mérite aux artistes. Ici, ce n'est pas le cas. La blogueuse-photographe de PHOTOS/GRAFS arpente les villes, scrutant leurs surfaces, grandes et petites, à la recherche de pièces intéressantes.

Par Lee Anne Vincent O'Connor



Depuis notre tendre enfance, on nous enseigne que les hommes ont commencé à dessiner sur les murs à la préhistoire – signe d'évolution. Les historiens sont capables d'analyser les moindres détails des dessins de nos ancêtres lointains, et tout le monde se réjouit de nouvelles découvertes dans les grottes françaises. Le graffiti peut-il être la continuité d'une pratique si ancienne?

Life is beautiful
Manhattan NY
Mai 2009

Philadelphie est citée comme le premier pôle du graffiti moderne. Même si la tendance s'est vite tournée vers New York, Philadelphie a exercé une forte influence sur l'art de rue. Pourtant, pour y avoir séjourné récemment, je peux assurer qu'on pourrait ne pas le croire. Le gouvernement



municipal a entamé une lutte contre les graffitis en engageant des artistes pour peindre des murales sur les grandes surfaces. Les conséquences d'être pris une « canne » à la main sont grandes. Résultat: les collants, seul moyen efficace et rapide d'étendre son nom dans toute la ville.

Stop and stick
Philadelphia
Novembre 2009

Keep reading
Madrid
 Juin 2007



De grandes villes européennes comme Paris, Madrid, Berlin et Londres fleurissent comme centres tagués de tout bord, de tout côté. Grenade, en Espagne, offre même un tour guidé des graffitis. Ce graffiti a été fait au dos d'un panneau publicitaire, à Madrid. Les virées en train vous offriront certainement une panoplie de graffitis.

On dit toujours de New York qu'elle est le berceau de la culture hip-hop et de ses dérivés. La photo a été prise dans le Queens. Cette usine est transformée en véritable canevas. Le tout est institutionnalisé par permis et par un comité quelconque. Ceci pose une question primordiale dans le monde du graffiti. Art de rue illégal ou art de masse autorisé? N'y a-t-il pas contradiction? Le monde du graffiti est divisé. Si l'on peint pour être vu, pour énoncer un message, n'est-il pas plus efficace de le faire dans un cadre régularisé? Ou vient-on à contredire le principe de base de cet art?

Biggy/going large
Queens (NY)
 Juin 2008



Howdy
Montréal
 Novembre 2009



Montréal compte parmi les villes où le monde du graffiti se régularise. Des événements comme « Underpressure », l'épisode « En Masse » à la galerie Pangée et les boutiques spécialisées comme Le Sino offrent un environnement moins menaçant pour les graffiteurs. Malgré cela, certains murs illégaux de la métropole sont bombardés de pièces incroyables. Pour s'en convaincre, il suffit de s'aventurer dans les ruelles ou le long des rails de chemin de fer.



À propos de l'auteur

Lee Anne Vincent O'Connor vient tout juste de créer son blogue PHOTOS/GRAFS afin d'y exposer son sujet photographique favori: le graffiti. En réalité, elle est une aspirante journaliste avec la tête en recherche et le cœur dans l'univers culturel.
 Son blogue: <http://www.photosgrafs.canalblog.com/>

LE RETOUR D'ELSIE

Élue dans Villeray avec une majorité qui fait sa fierté (54%), Elsie Lefebvre sera conseillère de ville du côté de l'opposition pour les quatre prochaines années. Sous ses airs de *kid kodak*, on découvre une femme de conviction, qui a beaucoup d'aplomb!

Par Marie-Hélène Racicot



Elsie Lefebvre porte des idéaux grands comme la ville, mais garde les deux pieds sur terre. À l'issue d'une campagne électorale éprouvante, elle savoure sa victoire: « Je suis vraiment comblée de la confiance que les citoyens m'accordent. Le fait que Louise Harel ne soit pas élue change la perspective : on se retrouve dans l'opposition, c'est un travail différent. [...] On va avoir un rôle de vigilance beaucoup plus accentué. »

Première femme à être nommée vice-présidente du Conseil municipal de Montréal, elle représente une nouvelle génération de politiciens. La famille, la culture et l'environnement sont les valeurs qui guident ses actions politiques. « Je pense que mes idées, la façon dont je conçois avec mon équipe la chose politique et l'engagement citoyen correspondent aux valeurs des citoyens d'ici. »

Avant d'entreprendre sa carrière politique, M^{me} Lefebvre a fait ses classes. Diplômée en sciences politiques de l'Université de Montréal, présidente de son association étudiante, elle a ensuite été stagiaire au cabinet du ministre de la Sécurité publique du Québec, puis à la Délégation générale du Québec à Mexico. « La participation

citoyenne a toujours été au cœur de mon engagement [...]. Je crois beaucoup au rôle du citoyen dans sa société pour faire changer les choses. »

À 25 ans, elle décide de se lancer dans la mêlée. Elle se présente en 2004 pour le Parti québécois dans Laurier-Dorion, une circonscription traditionnellement libérale. À l'arrachée, elle remporte l'élection par 483 voix et devient la plus jeune députée de l'histoire québécoise à siéger à l'Assemblée nationale du Québec.

«Crisse de chienne»

M^{me} Lefebvre profite d'une cote de popularité enviable, mais une querelle avec le premier ministre Jean Charest marque son passage à Québec: au cours de la période de question, elle insinue que la femme du premier ministre a influencé la décision du gouvernement de favoriser la Croix-Rouge plutôt que Centraide en lui octroyant le droit de déduire des dons à la source. Après une réponse « émotive », le premier ministre a laissé tomber un « crise de chienne », discret, mais bien senti.

Bien que l'épisode se soit terminé par des excuses publiques de la part de M. Charest, certains électeurs ont fait savoir à la jeune

députée qu'ils n'approuvaient pas la tournure de sa question. La lune de miel était finie, et la principale intéressée avoue avoir trouvé l'épisode éprouvant. Elle n'a pourtant aucun regret: « C'est notre rôle de parti d'opposition de poser des questions. »

Défaite aux élections provinciales de 2007, elle hésitera à revenir dans l'arène. Elle travaille comme directrice des affaires publiques et commerciales auprès de Gregory Charles et met au monde un premier enfant en 2008, une autre bonne raison de mettre en veilleuse ses projets politiques.

Mais la parenthèse est de courte durée, et il suffit d'une alliée pour la convaincre de se relancer dans la course aux élections municipales. « La venue de Louise Harel, qui, pour moi, incarne un vent de positivisme sur Montréal, m'a donné envie de faire le saut. »

« J'espère à ma façon, et puis avec d'autres, pouvoir contribuer à améliorer notre qualité de vie ici. Au fond, tout cet engagement, c'est pour nous, citoyens, pour nous, êtres humains... Certains sont médecins, d'autres ingénieurs... Chacun apporte sa contribution, et la mienne, c'est la politique. »

Marie-Hélène Racicot est étudiante en journalisme depuis cet automne. De la même génération qu'Elsie Lefebvre, elle est assez impressionnée par le parcours de la jeune députée. Selon elle, sa génération est très peu représentée en politique, et Elsie Lefebvre est là pour pallier cette situation. Bien sûr, il y en a d'autres, mais peu ont réussi à avoir autant de visibilité.



LE JOURNALISTE D'ENQUÊTE FACE AU CITOYEN

Les journalistes aux affaires municipales ont joué un rôle important lors de la dernière campagne électorale à Montréal. Collusions, manque d'éthique, promiscuité entre les élus et le milieu de la construction, démissions forcées. Leurs différentes enquêtes ont mis sous éclairage la scène politique. On aurait pu croire que cela favoriserait la participation citoyenne. Mais à peine 40% des électeurs ont exercé leur droit de vote. Qu'en pensent ces journalistes?

Par Arthur Lacomme

Éric Clément – *La Presse*

On pensait que les révélations de la dernière année sur les multiples scandales allaient entraîner un élan civique. En fait, les gens ont baissé les bras, se disant que, de toute façon, ça ne changera pas.

Ce qui a aussi joué, ce sont les candidats présents. Les trois prétendants à la mairie pouvaient ne pas convenir à bien des gens, soit par leur manque de leadership, soit par l'effritement de leur intégrité. Les Montréalais voulaient peut-être plus blanc que blanc.

En général, on laisse au Directeur général des élections le soin de faire la promotion du vote. À *La Presse*, on a publié plusieurs reportages qui expliquaient le fonctionnement de Montréal et la procédure du vote. On a fait notre devoir, mais après, c'est dans l'âme et conscience des gens de décider s'ils vont voter.

Cependant, ne pas aller voter, tout comme décider d'annuler son vote, est un geste civique.

Davide Gentile – *Radio-Canada*

C'est une leçon d'humilité. On a mis toute notre énergie dans ce qui nous paraissait fondamental pour la société québécoise. On pensait que les gens embarqueraient. J'ai trouvé le taux de participation très décevant. Ça a été pour moi un post-partum; ça m'a démotivé. La pléthore de scandales n'a pas déclenché les réactions auxquelles je me serais attendu. Chez certains citoyens, le réflexe a dû être le cynisme.

À Radio-Canada, on a jugé bon de se concentrer, pendant la dernière semaine, sur les programmes et les enjeux. En effet, on ressentait un trop-plein d'informations ainsi que l'incompréhension, que ce soit dans nos familles ou ailleurs. Cette décision a fait que notre travail a eu un réel impact. Sans les scandales, Gérald Tremblay aurait sûrement eu la victoire plus facile. Et l'affaire Labonté a peut-être fait en sorte que Louise Harel ne soit pas élue.



À propos de l'auteur

Linda Giulay – *The Gazette*

Je suis très déçue du taux de participation. Avec l'importante couverture qu'il y a eue, je pensais que les gens allaient s'insurger. Ils se sont sûrement sentis frustrés par les candidats.

Le seul objectif du journalisme, c'est d'informer. Je viens des médias alternatifs et, pour moi, l'information, c'est l'outil de changement social. Mais c'est à la population, si elle le veut, de changer les choses. La limite de notre métier est là.

Je ne suis pas déprimée comme journaliste, car je suis convaincue, même si les citoyens n'ont pas réagi pour autant, que c'est maintenant ancré dans leur mémoire. J'ai fait mon travail.

Le gouvernement du Québec n'a pas répliqué aux allégations qui sont sorties. Pour le grand public, de ne pas voir des arrestations ou des perquisitions a dû jouer sur son implication citoyenne.

Fabrice de Pierrebouurg – *Ruefrontenac.com*

Le bas taux de participation est normal. Les gens se sont dit: « Les politiciens sont tous pourris, alors pourquoi on irait voter? »

Je pense qu'on n'est pas là pour inciter les gens à voter. Les journalistes d'enquête ne représentent pas le Directeur général des élections. Notre but, c'est de mettre à jour des faits répréhensibles et scandaleux. La conséquence n'est pas forcément que les gens iront voter en masse. Ça peut être la création d'une commission d'enquête publique ou encore le ménage que fait un parti parmi ses membres. Il ne faut pas s'arrêter à la participation électorale et dire qu'on a raté notre coup.

Le fait de ne pas aller voter ne me choque pas. Si on n'avait rien révélé, peut-être que le maire s'en serait sorti haut la main. Une semaine avant le scrutin, on a brouillé les cartes. Pour moi, c'est une grande satisfaction, voire une satisfaction personnelle.

Arthur Lacomme est étudiant au certificat en journalisme. Il a couvert les élections municipales pour CIBL Radio-Montréal et a vécu la campagne au quotidien: l'affaire du contrat sur les compteurs d'eau, la conférence de presse annonçant la démission de Benoit Labonté, etc. À la suite des résultats et du faible taux de participation, il s'est demandé comment se sentaient ces journalistes qui ont travaillé sur les enquêtes.

COUVENT CHERCHE LOCATAIRES



Crédit photo: Aurélien Clément

Le couvent de Sainte-Anne, à l'embouchure du canal Lachine, est un modèle de dévotion humanitaire depuis plus d'un siècle. Pourtant, le bâtiment se dépeuple. Elles étaient 60 sœurs il y a peu, elles sont maintenant 32. Qui assurera la relève?

Par Aurélien Clément et Nicolas Laffont

qui suscite la méfiance ». Cette nécessité de nouvelles formes d'incarner le sacré a déjà été relevée par des théologiens réformateurs tels que Rudolph Bultmann. Aujourd'hui, le haut clergé semble loin de cet état d'esprit. Il compte sur une relève venue de l'étranger, en particulier d'Amérique du Sud et d'Afrique où, selon Pietro Boglioni, « l'horloge historique est en retard » en termes de laïcisation. Leur piété restée ancrée dans les valeurs communes comblerait le déficit d'intérêt des sociétés occidentales laïcisées comme le Québec.

« Du brassage dans la cage »

Le couvent de Sainte-Anne, qu'on imagine souvent archaïque et mystique, est en réalité un microcosme relativement moderne. Chaque religieuse s'astreint à une formation universitaire continue, parfois à l'étranger. Ici, Dieu n'est pas le seul sujet de conversation. On y parle également politique et les clivages dans la société québécoise laïque s'y reproduisent. Sœurs fédéralistes et souverainistes, sœurs de l'est et de l'ouest du pays coexistent en s'accrochant à leurs points communs.

Ainsi, leur constitution, évolutive, s'inspire du concile Vatican II. Ses rectifications au fil du temps se font selon un processus démocratique, comme l'élection de la responsable du couvent, « la grande sœur ». Rita Larivée est actuellement la supérieure.

Elle est la plus jeune du couvent et détient un diplôme en communication. Selon un consœur artiste, son arrivée a eu l'effet d'un « brassage dans la cage ».

Ce second souffle avait déjà commencé en 2001. Le pape Jean-Paul II avait béatifié sœur Marie-Anne. De son vrai nom Esther Blondin, elle fonde en 1850 la congrégation des sœurs de Sainte-Anne. Pionnière en son temps, elle prêchait déjà pour la mixité des sexes dans l'enseignement.

Métamorphose

Depuis que l'enseignement au collège qui jouxte le couvent est passé à des laïcs, les sœurs doivent compter sur de nouvelles ressources et revoir ainsi leur rayonnement. Bien que la laïcisation ait été accueillie par les sœurs, elles ont perdu leurs rémunérations et doivent revoir leur fonction auprès de la population.

De plus en plus tributaire des subventions de l'État, le couvent a pris le visage d'un musée ou d'un centre historique. La responsable des communications, Marjorie Deschamps, et la jeune technicienne du musée de Sainte-Anne, engagées par la mairie, gèrent les visites culturelles gratuites, quatre jours par semaine. Photos, témoignages et surtout peintures réalisées par les sœurs y reflètent les missions humanitaires et l'histoire du couvent, fierté pour la communauté.

Les couvents et les églises se vident au Québec. Une église sur trois est fermée aux fins de démolition, vente ou transformation. En 2001, l'église Saint-Vincent-de-la-Croix, boulevard Saint-Laurent, fut aménagée en condos. La chapelle du collège Brébeuf s'est convertie en bibliothèque.

Le professeur Pietro Boglioni, docteur en histoire du christianisme, situe le malaise au plan intellectuel. Selon lui, l'Occident de science « ne trouve plus de clés d'interprétation du monde dans le discours traditionnel et les dogmes chrétiens ». Pour les nouvelles générations, « le Dieu traditionnel est mort ».

Pour revivifier l'Église, il faudrait « un christianisme revisité, centré sur des vérités morales » plutôt que mystiques, « une forme flexible et décomplexée du poids historique

Aurélien Clément a eu l'équivalent du DEC en biologie en France. Arrivé à Montréal, il s'inscrit au baccalauréat en histoire lorsqu'il apprend l'existence du certificat en journalisme. Sa première session en journalisme s'avère très enrichissante. Chaque entrevue est, pour lui, un moment privilégié de tension et d'excitation. Mais l'adaptation aux techniques journalistiques, comme la concision, reste un défi.

Nicolas Laffont est étudiant français. Après une maîtrise en Information et Communication en France, il opte pour le certificat en journalisme de l'UdeM. Le journalisme, il veut en faire son métier depuis son plus jeune âge; Tintin l'a inspiré. Il a travaillé trois ans dans une radio locale française, a fondé la webradio de son université et a collaboré à des journaux et télévisions locales.

Le couvent de Sainte-Anne qui ouvrait ses portes au public au mois d'octobre était pour eux l'occasion de rencontrer des sœurs et de connaître leur mode de vie.



LA COMPASSION... AU CENTRE BELL

« Si nous sommes véritablement prêts à déployer des efforts en vue de créer un monde meilleur, je crois que [...] nous devons aussi développer davantage l'altruisme, l'empathie et le sens de la responsabilité envers les autres. Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à la religion. On pourrait parler "d'éthique laïque" puisqu'il s'agit en fait de qualités humaines élémentaires... »

Sa Sainteté le Dalai Lama, Discours du millénaire

Par Fabiola Fouron

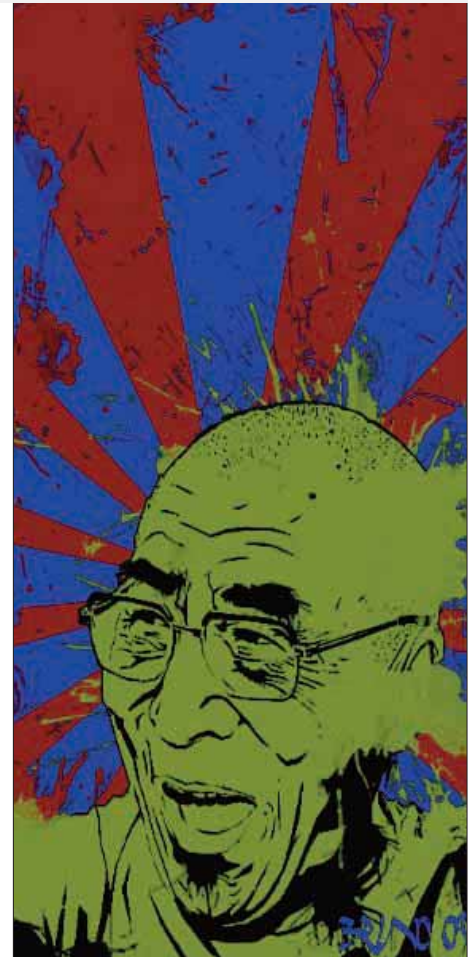
Le Dalai Lama attire environ quinze mille personnes au Centre Bell autour de son thème favori : la compassion. Des jeunes et des moins jeunes écoutent attentivement son enseignement sur l'éducation du cœur.

D'entrée de jeu, le conférencier prévient qu'il n'est pas un maître doté de pouvoirs extraordinaires. Il ne parlera pas en tant que moine bouddhiste ou en tant que Tibétain, mais comme un être humain venu rencontrer ses semblables. Dans un langage simple et teinté d'humour, il livre son message.

La compassion, ce sentiment simplement humain, consiste, d'après le Dalai Lama, à manifester bonté, honnêteté et sagesse envers les autres, en leur témoignant du respect et non de la pitié, en valorisant leur beauté intérieure au lieu de s'attarder à leur apparence physique. Stabilisatrice des émotions, elle permet de gérer avec sérénité les turbulences de la vie quotidienne. L'un des signes révélateurs de la compassion, c'est le sourire. Il permet d'établir la communication avec les autres en brisant les barrières de l'indifférence et de l'individualisme qui minent les relations humaines dans la société d'aujourd'hui.

Dans un monde moderne, fonctionnant au rythme de la technologie et des découvertes scientifiques, il paraît surprenant que ce simple message déplace de si grandes foules partout sur le passage du Dalai Lama. Pourtant, le plus déconcertant est de constater que toute la sympathie et l'admiration qu'il suscite, tant auprès des plus hauts responsables politiques qu'auprès des populations, ne parviennent pas à dépasser l'étape des applaudissements chaleureux et des sourires convaincus pour se transformer en mode de vie et changer les comportements.

Aujourd'hui âgé de 74 ans, resplendissant de santé et de bonne humeur, le 14^e Dalai Lama, Prix Nobel de la paix 1989, poursuit inlassablement son plaidoyer pour la compassion. Tantôt accueilli avec déférence par des chefs d'État et de gouvernement, tantôt plongé dans la controverse, tel un hôte encombrant qui risquerait de compromettre des agendas politiques ou économiques, il s'entête à croire que le bonheur et la paix sont possibles, et d'après lui, la compassion constitue un moyen privilégié d'y parvenir!



Crédit illustration: Bruno Cowan

www.dalailamafoundation.ca
<http://cercledepaix.ca>



À propos de l'auteur

Fabiola Fouron étudie à l'Université de Montréal en traduction et en rédaction, et travaille dans la correction et la révision de textes. Bien que sceptique par rapport à l'idée qu'un monde meilleur soit possible, elle prête attention aux initiatives en faveur de la paix et admire l'engagement des hommes et des femmes qui affirment, par des actions et des prises de position, leur détermination à changer le cours des événements.

F A V E L A S 2 0 1 6

Rio a obtenu les Jeux olympiques de 2016, mais fait face à d'énormes défis pour que cet événement profite à tous. Les favelas en particulier attendent beaucoup de ce qui pourrait être une fabuleuse occasion de développement.

Par Rémy Chidaine



Crédit photo: Rio2016.org

Le Brésil en a rêvé, Rio les a enfin décrochés, ces Jeux olympiques de 2016, les premiers en Amérique du Sud. Mais l'espoir d'un peuple et d'un continent tout entier ne fait pas oublier les immenses défis que Rio de Janeiro doit encore relever. Rio, c'est Copacabana, le carnaval, la samba et le Pain de sucre, mais c'est également les favelas: 1 020 au dernier recensement. Construire de superbes infrastructures ne fera pas oublier la misère.

C'est ce sur quoi le président Luis Ignacio Lula da Silva a misé pour convaincre le Comité international olympique (CIO): les Jeux pouvaient être un vecteur de réduction des inégalités, un moteur de transformation et de modernisation de la ville. Un accélérateur de progrès social.

Car si, sous l'impulsion de Lula, le niveau de vie des plus pauvres s'est amélioré quant aux infrastructures et à la sécurité, il reste à faire en 7 années ce qui ne l'a pas été en 50 ans. L'exemple des Jeux panaméricains de 2007 est proche: la corruption a empêché

que cet événement d'importance serve aux intérêts de la population.

Un cinquième des habitants de Rio vit dans les favelas et éprouve l'insécurité et l'absence de l'État. Des années d'échecs des programmes gouvernementaux ont fait de ces bidonvilles des zones de non-droit, où seule s'applique la loi des bandes armées.

Des voix s'élèvent donc pour dénoncer le budget de 14,4 millions de dollars qui s'ajoutera aux 29,7 milliards prévus pour la Coupe du monde de football, tenue deux ans plus tôt. Un gaspillage pour certains, alors que d'autres services auraient besoin d'un développement prioritaire.

Alberto Murray Neto s'est signalé auprès du CIO par sa lettre « S'il vous plaît, ne votez pas pour Rio de Janeiro », exhortant les membres à ne pas accorder leur suffrage à sa ville. Ce docteur en droit, ex-membre du Comité olympique brésilien, soutient que le Brésil et Rio ont trop de problèmes sociaux pour se permettre de dépenser de telles

sommes. « Si le gouvernement veut injecter des fonds dans le sport, affirme-t-il, ce doit être à la base pour donner une chance à tous les Brésiliens, pas pour une velléité olympique. »

L'éditorialiste Juca Kfoury craint que la facture ne s'allonge. Les Jeux panaméricains ont coûté huit fois plus que prévu, et la Cour des comptes a pointé des malversations. De quoi mettre en doute le discours officiel de « legs social » des Jeux olympiques quand on le met en parallèle avec les promesses non tenues de 2007.

Un levier pour les favelas

Malgré ces critiques, les Jeux de 2016 jouissent d'une très large approbation. Plus de 85 % de la population de Rio croit à une influence bénéfique des Jeux sur son quotidien. Lula affirme: « Nous allons changer les bidonvilles en banlieues, changer nos mentalités, donner une chance à la jeunesse, et les JO seront un accélérateur. » Et cela passe par la

redynamisation d'une ville qui ne s'est jamais remise d'avoir perdu son statut de capitale au profit de Brasilia et de place financière, gagnée par São Paulo. Car Rio a su convaincre le CIO de sa capacité à réduire l'insécurité et à bâtir les infrastructures nécessaires.

Sécurisation et pacification

L'État brésilien a entamé, dès 2008, une campagne de sécurisation et de pacification dans les quartiers abandonnés aux gangs et aux milices. Des forces de l'ordre et une unité de la police pacificatrice (UPP) préparent le rétablissement des services économiques et sociaux. « Nous sommes en train de mettre en place le même système qu'ont appliqué plusieurs villes américaines dans les années 1980 et 1990 », affirme Eduardo Paes, le maire de Rio.

Ce programme ne bénéficie pour le moment qu'à cinq favelas, mais les organisateurs des Jeux prévoient en réhabiliter cent d'ici à 2016. Ils privilégieront les favelas proches des quartiers touristiques ou longeant les voies rapides. Pour cela, la police doublera presque ses effectifs.

Si ces favelas seront favorisées, c'est en grande partie parce que l'organisation des Jeux doit permettre de transformer le système de transport, jugé « cauchemardesque » par la majorité des habitants. D'où l'accent mis sur une modernisation nécessaire de la circulation urbaine. En effet, améliorer l'état des routes, étendre le métro ou construire une nouvelle ligne de train desservant la banlieue est crucial dans l'amélioration des inégalités.

Une grande partie du travail se trouve dans des zones où le logement est inabordable pour la plupart des gens. Le coût du transport les condamne à rester dans les favelas. Par contre, si l'amélioration du transport en commun peut permettre d'éviter les embouteillages, ils seront capables d'accepter un emploi loin de leur lieu de résidence.

L'emploi est d'ailleurs l'un des facteurs d'espoir apportés par les Jeux olympiques. Une étude réalisée pour le ministère des Sports prévoit la création de 120 000 postes par an d'ici à 2016. Des emplois pour la plupart éphémères, mais dont la dynamique pourra, elle, se prolonger.

Le Brésil pourra s'inspirer des Jeux de Pékin 2008, qui ont permis d'insuffler un peu de dynamisme économique et un certain progrès social. Un exemple d'investissement bénéfique dans un pays autrefois émergent, et aujourd'hui l'un des décideurs mondiaux.

Car c'est bien d'investissements et non de dépenses dont parle le président Lula. Le gouvernement entend faire mentir la tradition qui veut que les gens qui naissent dans la favela y vivent puis y meurent, sans espoir de sortie.

Transformation radicale

Une journaliste de l'hebdo *Epoca* approuve ces projets: « Nous en avons assez des projets mégalos qui remplissent les poches des politiciens et sont inutiles pour la population. Nous voulons que ces Jeux transforment radicalement la ville. » Pour éviter un nouveau fiasco financier, ONG, patrons, associations d'habitants de favelas et élus de Rio se mobilisent afin que ces Jeux aident à réduire les inégalités sociales au lieu de profiter exclusivement aux intérêts privés.

L'organisation des Jeux à Rio pourra ainsi être l'occasion d'attirer des investissements qui n'auraient pas été possibles sans les JO. Pour Ricardo Chaves, un comptable de 47 ans, c'est l'occasion d'améliorer « le quotidien des Cariocas, qui a été sacrifié ».

Organisés dans l'optique de l'intérêt de tous et correctement gérés, les Jeux olympiques sont donc pour Rio une excellente occasion de croissance et de revenus. Si les programmes sociaux tiennent leurs promesses, les Jeux pourraient être un facteur d'amélioration de la situation des deux millions d'habitants des favelas de Rio de Janeiro. Le directeur général du CIO, Urs Lacotte, abonde dans ce sens : « À travers le projet présenté par le comité de candidature, on peut améliorer la situation des habitants, en particulier des jeunes, grâce aux Jeux. » Le Brésil attend maintenant des faits!



La maquette du village olympique

Crédit photo: Rio2016.org



À propos de l'auteur

Rémy Chidaine est un étudiant français, à Montréal en échange pour l'année universitaire. Il vient de l'Institut d'Études Politiques de Lyon, qu'il a intégré l'année dernière après deux années d'études scientifiques. Il a fait cette réorientation pour se diriger vers le journalisme, une voie qu'il découvre petit à petit, avec plaisir!

CATHIE GAUTHIER

LA CRISE FINANCIÈRE N'EXPLIQUE PAS TOUT

En octobre, le procès de Cathie Gauthier nous a rappelé les événements qui l'ont rendue tristement célèbre. Un appel à la police dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, durant lequel Cathie Gauthier parle d'un « pacte ». Un père et une mère auraient décidé d'amener leurs trois enfants en « voyage d'où ils ne reviendraient pas ». Puis la découverte d'une famille décimée. Une seule survivante: Cathie Gauthier. Des psychologues apportent un éclairage sur ce fait.

Par Francis Buron



Crédit photo: Rocket Lavoie - Le Quotidien

Le meurtre d'un enfant de moins de 18 ans par son parent s'appelle un filicide. Le terme infanticide doit être réservé pour les homicides d'enfant de moins de 12 mois. Plusieurs facteurs psychologiques et affectifs peuvent expliquer ce geste, selon Hubert Van Gijseghem, psychologue et professeur à l'Université de Montréal.

On compte en moyenne six filicides par année au Québec. « La femme, rappelle le psychologue Van Gijseghem, le commet souvent par protection: elle ne veut pas que son enfant souffre après son départ. L'homme le fait surtout pour arracher ce qui est le plus cher aux yeux de son ancienne conjointe. »

Dans le cas Gauthier, beaucoup ont invoqué la situation financière comme cause possible du drame. Le psychologue Van Gijseghem n'est pas de cet avis. « Je ne crois vraiment pas qu'une crise économique puisse expliquer cela, même pas en partie », déclare-t-il.

Dans une lettre envoyée à sa meilleure amie, quelques jours avant le drame, Cathie Gauthier l'accuse de ne pas vouloir l'aider.

« Avec 10 000 dollars, notre vie aurait valu la peine d'être sauvée », lui avait-elle écrit.

Rose-Marie Charest, présidente de l'Ordre des psychologues du Québec, a indiqué, sur les ondes de Radio-Canada en mars 2009, qu'une trop grande diffusion de ces événements dans les médias pourrait « donner l'idée » de commettre un tel geste. « Comme d'autres l'ont fait, une personne vulnérable et en désarroi voit que c'est une option possible », renchérit le psychologue Van Gijseghem. Rappelons que, sur une période de trois mois au début de l'année 2009, huit enfants sont morts sous les coups d'un de leurs parents.

Le criminologue Jean-Paul Brodeur est toutefois en désaccord avec cette position. Les études menées sur la fiction dans les médias, comme les films ou les jeux vidéo, n'ont jamais conclu à une hausse significative du taux d'agressivité des gens. Il ne voit pas pourquoi les reportages engendreraient une augmentation de la violence ou le passage à l'acte.

Facteurs pathologiques

Cathie Gauthier a été diagnostiquée « trouble de la personnalité limite » à l'âge

de 20 ans. Cela signifie qu'elle est impulsive, instable à la fois au niveau de l'humeur et des relations interpersonnelles. De plus, elle présente des comportements d'automutilation et des conduites suicidaires. On qualifie parfois ces gens de « borderline », tel que mentionné sur le site de l'Association québécoise de l'organisation limite de la personnalité. Elle avait perdu trois emplois de vendeuse dans les mois qui ont précédé le drame. Ses conflits interpersonnels l'ont conduite vers un rejet de son entourage. « On a vécu l'enfer », dit-elle dans une autre lettre, envoyée à sa famille. Selon elle, personne ne les comprenait ni ne voulait les aider.

Le professeur Van Gijseghem croit qu'un cas comme celui-ci ressemble à un trouble psychotique partagé. Comprenons qu'un trouble psychotique bref entraîne chez une personne, sur une période de 1 à 30 jours, la présence d'un ou plusieurs des symptômes suivants: idées délirantes, hallucinations, discours désorganisé, comportement grossièrement déstructuré. Le trouble psychotique partagé se développe chez un sujet sous l'influence d'une autre personne qui présente des idées délirantes

de contenu similaire. Certains parlent de « folie à deux ».

Deux versions

Cathie Gauthier a plaidé non coupable à son procès. Elle n'a jamais eu le projet de tuer ses enfants. « J'aimais mes enfants. C'était notre seule richesse », raconte-t-elle en larmes devant le jury.

Elle ne se souvient pas d'avoir écrit des lettres dans lesquelles elle accuse famille, amies et collègues de travail. Son mari les lui aurait dictées. Une experte de la Couronne estime à 60 % la contribution de M^{me} Gauthier à la rédaction de ces documents présentés en cour.

Elle a livré deux versions des événements, en janvier lors de sa déposition et le 13 octobre au tribunal. Elle dit « s'être détachée » de son corps lorsque son mari lui a fait part de ses projets la veille du drame. Elle ne se souvient pas d'avoir utilisé le mot « pacte » lors de son appel à la police dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier. L'enregistrement fait partie de la preuve de la Couronne.

La psychiatre de la défense affirme que c'est possible de vivre une amnésie lorsque l'on fait face à une situation extrême. Mais le Dr Sylvain Faucher, de l'Institut universitaire de santé mentale de Québec, n'y croit pas du tout. « Dans une dissociation, les gens ont perdu le contact avec la réalité. Madame Gauthier dit que son mari lui a dicté

quoi faire. L'environnement ne peut avoir d'influence, donc personne ne pourrait l'obliger à faire quelque chose », disait-il au journal *Le Quotidien*, le 15 octobre dernier.

Selon le Dr Faucher, Cathie Gauthier tente de réduire son rôle dans le drame pour ne pas assumer ses gestes. Elle modifie ses déclarations, oublie des faits pour lutter contre la culpabilité qu'elle éprouve. « Dans toutes ses versions, il y a un fil d'Ariane, un fil conducteur : c'est une façon de s'éloigner de ses responsabilités. »

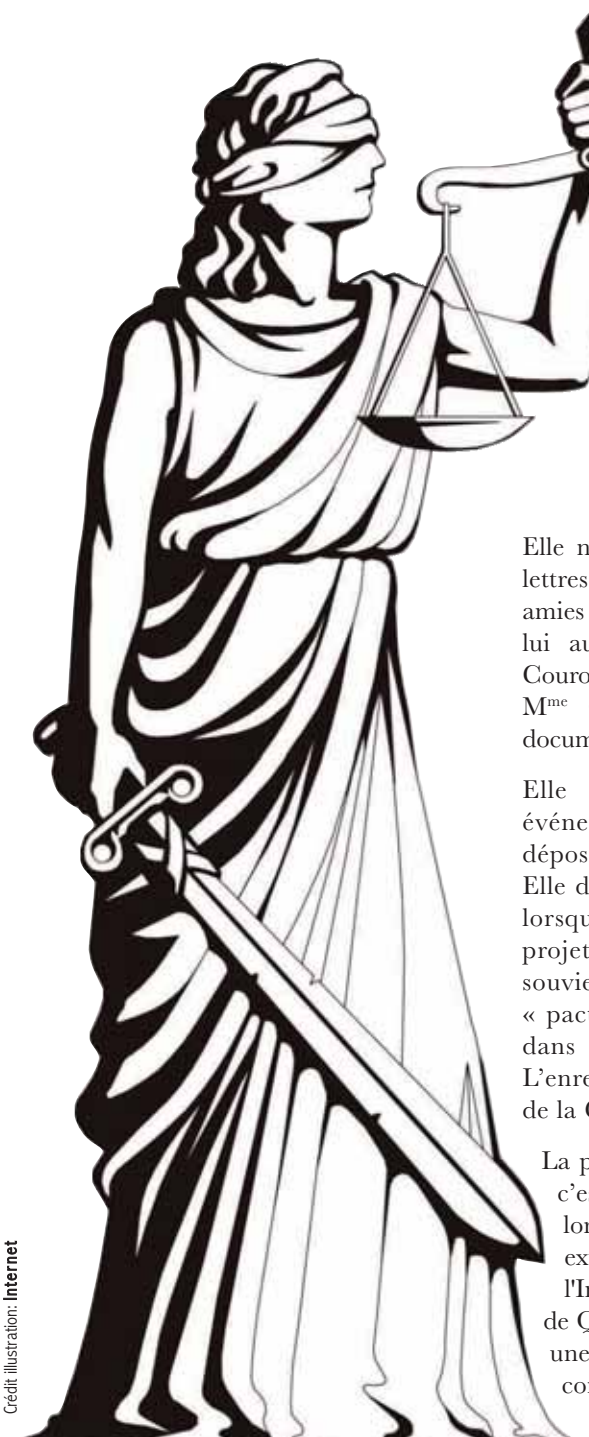
Comment prévenir ?

Les meurtres, comme les suicides, sont en baisse depuis plusieurs années au Canada. Les filicides restent toutefois stables, selon Suzanne Léveillé, professeure de psychologie à l'Université du Québec à Trois-Rivières et spécialiste des drames familiaux.

Il n'est pas facile de trouver des moyens de réduire le nombre de ces crimes. La présidente de l'Ordre des psychologues du Québec, Rose-Marie Charest, croit qu'il faut être sensible dans la manière de traiter ce genre d'événement dans les médias. Elle fait un lien avec les suicides, il y a quelques années: il faut arrêter de présenter ces sujets en bloc, sans penser à ceux qui sont vulnérables.

Les diverses publicités sur les maladies mentales ont permis de démystifier la dépression. Tout le monde peut en souffrir. Ce ne sont pas des lâches ou des paresseux. Aujourd'hui, il est rare d'entendre des propos méprisants sur les personnes qui font un « burnout ».

Le verdict est tombé: Cathie Gauthier est coupable. Comme quoi, les troubles de santé mentale ne permettent pas toujours de plaider pour la folie passagère et ainsi disculper les accusés.



Crédit illustration: Internet



À propos de l'auteur

Francis Buron est étudiant au certificat en journalisme à l'Université de Montréal. Lui-même père de deux enfants, il voulait comprendre, à travers le procès de Cathie Gauthier, comment une mère de famille pouvait en venir à vouloir la mort de sa progéniture.

LES MAL-AIMÉS DE LA LITTÉRATURE

Rares sont ceux qui, comme les écrivains intellectuels Roland Barthe et Umberto Eco, ont su reconnaître une valeur à la littérature populaire. Jouissant d'une visibilité hautement médiatisée et franchissant souvent le cap du best-seller, les romans populaires semblent indétrônables, ce qui suscite des réactions tranchantes et sans pitié de la part des instances de légitimation. Bienvenue dans le monde récusé de la littérature populaire.

Par Audrey Major



Crédit photo: Internet

Le roman populaire rebute autant qu'il vend. Si ses auteurs ont su charmer des millions de lecteurs à travers le monde, il en est autrement pour les groupes élitistes et la critique qui refusent de considérer un tel auteur comme un écrivain à part entière. Quoiqu'en pensent les instances de légitimation, haut lieu de pouvoir qui semble les situer à la périphérie du champ littéraire, les auteurs de romans populaires parviennent à se hisser au sommet des palmarès. Brève analyse d'un phénomène qui perdure depuis plus de deux cents ans.

« Littérature de gare », « sous-littérature » ou, plus théorique cette fois, « paralittérature » sont autant d'appellations qui décrivent ces textes. Faciles à repérer, les genres policier, sentimental, cape et épée et de science-fiction sont partie intégrante de cette vaste nébuleuse que constitue la littérature populaire. Les romans de mœurs, les récits dramatiques, le genre fantastique, les mystères urbains ainsi que les romans d'aventures sont, quant à eux, plus difficiles à repérer, mais combien nombreux sur les présentoirs des librairies et des bibliothèques.

Depuis Jules Verne en passant par Alexandre Dumas, George Simenon, Eugène Sue ou, plus récemment, Marc Lévy, Guillaume Musso, Bernard Werber, Anna Gavalda, Marc Fisher et Marie Laberge, nombre d'auteurs ont choisi d'écrire moins pour les groupes élitistes que pour le peuple. Si les instances reconnaissent un certain engouement pour ce genre littéraire, elles prétendent que plusieurs de ces auteurs sont voués à l'oubli. Et pourtant, Daniel Compère, maître conférencier et professeur de littérature française, nous apprend dans le *Dictionnaire du roman populaire francophone* que « Verne et Sue apparaissent dans les manuels scolaires depuis une quinzaine d'années, Dumas est reçu au Panthéon en 2002 (132 ans après sa mort), Simenon est édité dans la Pléiade ».

Qu'est-ce qu'un roman populaire?

Dès que le vocable « populaire » transparait au-dessus d'un roman, il suscite des réactions mitigées. « Synonyme de médiocre qualité et de sous-culture pour les uns, art véritable et objet à opposer aux élites égocentriques pour les autres, le roman populaire reste indéfinissable.

Raillée, méprisée, affublée de surnoms dépréciatifs, cette littérature parvient pourtant à se faire une place dans les classiques et reste, encore aujourd'hui, en tête des ventes », explique le critique Mikael Demets. Les remarques que l'on adresse le plus souvent aux auteurs populaires sont les gains financiers amassés « inversement proportionnels au capital symbolique », précise le professeur Arnaud Huftier de l'Université de Valenciennes.

L'apparence d'écriture sur commande, la récurrence des thèmes donnant l'impression de toujours lire la même histoire, la présence de répétitions sont autant de critiques auxquelles doit se familiariser un auteur populaire. « La critique littéraire française peut être méchante. Dans un pays où être un intellectuel est, un peu comme humoriste au Québec, une profession bien vue, elle cache mal son agacement devant un professeur sans prétention qui pond un roman par année et en a vendu cinq millions d'exemplaires en cinq ans », relate le journaliste Benoit Aubin en parlant de l'écrivain Guillaume Musso, qu'il a reçu en entrevue en 2009. « J'écris avec mes tripes des histoires que j'aimerais lire moi-même,

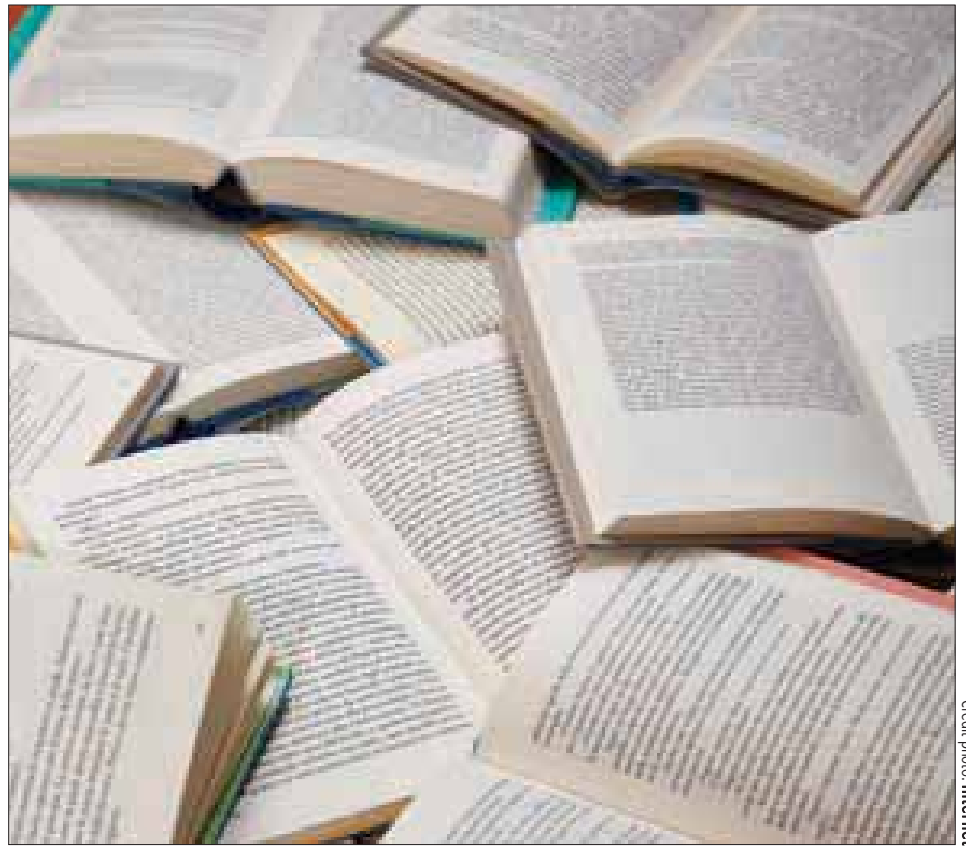
c'est tout. Je ne me mets pas au travail en disant que je vais écrire des pages qui vont intéresser des millions de gens. Je suis un écrivain populaire, au sens noble du terme. D'abord, divertir, tout en élevant », explique l'écrivain français.

Place aux conteurs

Reconnaître les talents de conteur d'un auteur populaire, c'est reconnaître l'importance vitale de l'histoire et de l'intrigue dans le récit. De par un style simple, concis et très visuel, un auteur populaire excelle dans l'art de raconter une histoire. Aux antipodes de la littérature populaire se trouve la littérature élitiste. Elle est réservée essentiellement à des groupes d'intellectuels et plus restreints. Plus difficile à lire parce que parsemée de phrases aux tournures alambiquées et garnies de fioritures que certains trouveront exagérées, la littérature élitiste favorise l'émancipation et la réflexion, souvent abstraite pour les non-initiés. Bien que moins susceptible d'intéresser un grand nombre de lecteurs, ce type de littérature, auquel on associe les noms de Marcel Proust et de Jean-Paul Sartre, n'est cependant pas en voie de disparaître et continue d'être lu et étudié dans les institutions scolaires et universitaires.

Une question de style

Sujet-verbe-complément. N'est-ce pas la formule stylistique la plus fiable que nous ont si souvent répétée nos professeurs? Si le style respecte adéquatement les règles grammaticales et stylistiques de la langue française, cela ne devrait-il pas suffire pour qu'un auteur puisse être considéré comme un véritable écrivain? « Écrire "facile" suppose d'abord de ne pas avoir recours à un lexique rare ou abstrait. Un vocabulaire et une syntaxe sans aspérité permettent de goûter au plaisir simple de l'illusion de réalité, explique Daniel Couégnas, professeur au département de Lettres modernes de l'Université de Nantes. De même, les clichés, nombreux, peuvent donner une impression de "naturalité" par



Crédit photo: Internet

l'apparent effacement de la médiation du langage », renchérit-il. Questionnez un auteur populaire sur son style simple, et il vous répondra sûrement qu'il est le plus adapté à ses histoires.

Écrire plus pour gagner plus

La course à la rentabilité semble influencer le paysage éditorial. Elle n'est pas un mythe. Certes, la littérature populaire possède un avantage dont est dépourvue la littérature élitiste, celui de plaire au plus grand nombre. À cela vient se greffer la notion de « best-seller », qui, au même titre que le mot « populaire », provoque des débats animés. « J'écris sans me poser de question, sans vouloir me donner un genre. J'apprends en utilisant mon outil. Je sais que des lecteurs me font confiance et je travaille beaucoup pour mériter cette confiance. Je sais que si mes livres sont depuis sept ans numéro un des ventes, cela

ne veut pas dire qu'ils sont les meilleurs », de conclure l'auteur Marc Levy dans un texte de son site Internet. Le livre est un produit. Et comme toutes personnes exerçant un métier, certaines d'entre elles le feront moins pour le plaisir que pour les gains amassés ou le vedettariat tant convoité. Les auteurs ne font pas exception à la règle, et toujours il y aura des gens qui exerceront leur métier pour les mauvaises raisons.

Qu'un écrivain se surprenne à rêver de littérature populaire ou décide de faire partie d'un cercle littéraire réunissant savants et intellectuels, le plus important n'est-il pas qu'il exerce son métier avec passion et noblesse? Inoubliables récits pour les uns, produit d'une « littérature à quatre sous » pour les autres, le roman populaire est ni plus ni moins le reflet culturel et social de son temps.



À propos de l'auteur

Détentrice d'un DEC en Lettres françaises et d'un certificat en rédaction à la Faculté de l'éducation permanente, Audrey Major achève un deuxième certificat en communication appliquée. Elle est une passionnée de littérature, de livres et de sciences, notamment l'astronomie. Audrey rêve d'écrire un roman qui exploitera avec justesse l'art au sens de la création et la science, deux mondes diamétralement opposés.

L'ÉQUIPE DU REPORTER

Rédacteur en chef: Dany Dion

Rédactrice en chef adjointe: Leslie Doumerc

Équipe de rédaction: Anne-Laure Jeanson, Arthur Lacomme, Fernand Lavigne et Marie-Noëlle Reyntjens

Mise en pages: Arthur Lacomme

Illustrations: Bruno Cowan

Collaborateurs: Gabrielle Brassard-Lecours, Francis Buron, Anne Charpentier-Campagnie, Rémy Chidaine, Aurélien Clément, Dany Dion, Leslie Doumerc, Fabiola Fouron, Anne-Laure Jeanson, Marie-Sophie L'Heureux, Arthur Lacomme, Nicolas Laffont, Fernand Lavigne, Audrey Major, Lee Anne O'Connor, Marie-Hélène Racicot et Marie-Noëlle Reyntjens

Chef réviseur: Anne Charpentier-Campagnie

Équipe de révision: Maryse Berger, Fabiola Fouron, Olivier Laniel, Marie Léger, Lise Roy et Mélanie Saintonge

Superviseur: Jean-Claude Leclerc

AVIS AUX COLLABORATEURS

Vous voulez participer au prochain numéro?

Faites-nous parvenir un texte de 600 ou 1 200 mots, police Times New Roman, 12 points à double interligne, sans alinéa. Envoyez votre texte accompagné de photos ou d'illustrations à **info@lereporter.qc.ca**

Le comité de rédaction se réserve le droit de refuser tout article qu'il jugera tendancieux, litigieux ou au contenu inexact. Il se réserve également le droit de corriger tout texte qui lui sera soumis.

Des questions,
des suggestions,
des commentaires?
info@lereporter.qc.ca

Retrouvez
les anciens numéros
du *Reporter* en ligne:
www.lereporter.qc.ca

**PROCHAINE DATE DE TOMBÉE:
29 JANVIER 2010**